

Etat des lieux de la géopolitique mondiale – Russie, Iran, Etats-Unis



[Source : <http://arretsurinfo.ch>]

L'entrée de la Russie en guerre contre l'organisation Etat islamique (à partir d'octobre 2015), aux côtés de l'armée syrienne, n'a pas seulement révélé la duplicité des puissances occidentales et leur soutien aux groupes terroristes, mais elle a été aussi la traduction d'un basculement géopolitique mondiale en faveur des puissances eurasiatiques. La nouvelle donne dans les rapports de forces géopolitiques a été explicitée par le chef de la diplomatie russe Sergeï Lavrov, lors de la 53e Conférence de Munich sur la sécurité qui a eu lieu les 17, 18 et 19 février 2017. Le Ministre des Affaires étrangères russe déclara durant son discours :

« Il y a dix ans, le Président de Russie Vladimir Poutine prononça un discours que beaucoup en Occident considéraient comme un défi et même une menace, bien que le message soulignât avant tout la nécessité de renoncer aux actions unilatérales et ce en faveur d'une coopération honnête basée sur le respect mutuel, le droit internationale, l'évaluation conjointe des problèmes mondiaux et la prise de décision collective. Malheureusement, les avertissements qu'il a alors émis sur les conséquences négatives d'entraver l'émergence d'un monde multipolaire sont devenus réalité.

L'Humanité est à la croisée des chemins aujourd'hui. *L'ère historique qui pourrait être appelée l'Ordre post-guerre froide est arrivée à sa fin. Son principal résultat, nous le voyons, est l'échec total des institutions de la Guerre froide à s'adapter aux nouvelles réalités. Le monde n'est devenu ni « occidental-centrique », ni un endroit plus sûr et plus stable. Cela est évident au regard des résultats de la « démocratisation » du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, et ailleurs.*

L'expansion de l'OTAN a créé un niveau de tension jamais vu en Europe depuis 30 ans...

Nous rejetons catégoriquement les allégations de ceux qui accusent la Russie et les nouveaux centres d'influence mondiale de tenter de saper l'ordre libéral. Ce modèle global a été préprogrammé pour la crise dès le moment où cette vision de la mondialisation économique et politique a été conçue avant tout comme un instrument pour assurer la croissance d'un club d'élite de pays et sa domination sur tous les autres. Il est clair qu'un tel système ne pourrait durer éternellement. Les dirigeants qui ont un sens de la responsabilité doivent maintenant faire leur choix. J'espère que ce choix sera fait en faveur d'un ordre mondial démocratique et juste, d'un ordre mondial post-occidental, si vous voulez, dans lequel chaque pays développe sa propre souveraineté dans le cadre du droit international et s'efforcera d'équilibrer leurs propres intérêts nationaux avec leurs partenaires, dans le respect de l'identité culturelle, historique et civilisationnelle de chaque pays. » [\[i\]](#)

De toute évidence, si les responsables occidentaux se refusent à accepter le monde multipolaire, la guerre mondiale restera la seule issue.

La fin de la séquence historique du « Printemps arabe »

Le politologue Naoufel Brahimi el Mili, dans un ouvrage intitulé *Le Printemps arabe : une manipulation ?* [\[ii\]](#), démontre que les révoltes arabes furent essentiellement le fruit d'un travail de terrain via notamment la participation active de la chaîne qatari Al-Jazeera suivant le plan de remodelage du *Grand Moyen-Orient* (*Greater Middle East initiative*, 2002) – plan attribué aux néoconservateurs américains mais dont l'origine est israélienne (Plan Oded Yinon, 1982).

Le Printemps arabe, qui démarra à la fin de l'année 2010 en Tunisie – et qui, par effet de « contagion » a touché l'Egypte, puis l'Algérie et le Maroc (ces deux derniers ont néanmoins su gérer la « révolte » et l'empêcher d'aboutir, à l'inverse de la Tunisie et de l'Egypte) – ne fut pas la première des révoltes arabes qui aura profité au projet sioniste.

En effet, en 1916, sous l'impulsion britannique, les Arabes se sont révolté contre l'Empire ottoman (qui était pourtant un empire décentralisé et dont la présence en terres arabes ne se faisait pas sentir par les populations) ; soulèvement qui s'est poursuivi en 1917 en accompagnant le démantèlement de l'Empire ottoman. Les troupes arabes ont aidé les Britanniques (appuyé sur le terrain par un contingent juif) à prendre Jérusalem, participant ainsi à la création du foyer juif en Palestine, ignorant qu'ils creusaient leur propre tombe^[iii].

Avec le Printemps arabe de 2010-2011, l'histoire se répète. Après l'Empire ottoman, c'est au tour des dictateurs arabes de jouer le rôle d'ennemi à abattre afin de passer au second découpage – le premier fut celui du Moyen Orient, conformément à l'accord secret de Sykes-Picot (1916) faisant suite à celui de McMahon-Husseini (1915), au lendemain de la Grande Guerre – du monde arabo-musulman (Moyen Orient élargi).

Si la révolte arabe de 1916-1917 a contribué à la création du Foyer juif en Palestine, la révolte arabe de 2010-2011 aura, pour sa part, contribué à l'avancement du projet du Grand Israël.

Les révoltes ont conduit à la chute de plusieurs gouvernements par effet domino (pour reprendre l'expression du Sheikh Imran Hosein qui annonça le Printemps arabe avec huit ans d'avance), et leur remplacement par les Frères musulmans financés par le Qatar et soutenu par les Etats-Unis^[iv]. Puis, l'on a vu, à commencer par la Libye, déferler des hordes de mercenaires et d'assassins endoctrinés et financés par les deux Etats wahhabites que sont le Qatar et l'Arabie Saoudite, armés et soutenus par les Etats-Unis, Israël, la France et la Grande-Bretagne, semer le désordre, bombarder, massacrer les populations civiles en Libye, en Syrie et en Irak.

Et ce avec le soutien des Frères musulmans de toutes tendances, en Europe et ailleurs, à l'instar de Tariq Ramadan (travaillant à la fois à l'Université d'Oxford en Angleterre et au Qatar). Rien d'étonnant d'ailleurs à ce que Frère Tariq se soit, dès le déclenchement du Printemps arabe, parfaitement aligné sur la politique atlantiste, sioniste et wahhabite, appelant fallacieusement les égorgeurs de Libye et de Syrie « *freedom fighters* » (*combattants de la liberté*) ; en cela, rien ne le distingue de Bernard-Henri Levy...

De la même façon que le chef du Hamas (qui est une émanation des Frères musulmans), Khaled Mechaal^[v], a quitté traîtreusement Damas (où il était exilé) au lendemain du déclenchement du Printemps arabe, pour s'installer au Qatar. Tandis qu'Ismaël Hanyié (membre du Hamas et ancien Premier Ministre de l'autorité palestinienne, 2006-2007) se rendait au Caire pour faire allégeance au gouvernement des Frères Musulmans, tout en vouant Bachar el-Assad aux gémonies.

Le Printemps arabe a eu au moins le mérite de faire tomber de nombreux masques, de révéler au grand jour l'agenda des Frères musulmans qui coïncide « curieusement » avec celui d'Israël, et de mettre en lumière la réalité des alliances géopolitiques et les accointances idéologiques d'un certain nombre d'imposteurs qui avançaient masqués.

Le rôle corrosif de ces entités terroristes a été et est encore, conformément au plan israélien Oded Yinon, d'anéantir les structures étatiques préexistantes. L'avancement de ce qu'il convient d'appeler « le printemps sioniste », a provoqué, en réaction, un renforcement de l'alliance russo-iranienne.

C'est cette alliance que les stratèges sionistes essayent de défaire depuis plusieurs années, après avoir rendu impossible toute normalisation des rapports entre les Etats-Unis et l'Iran.

Le lobby pro-israélien derrière la politique anti iranienne des USA

Donald Trump, qui n'a jamais caché, durant toute sa campagne présidentielle, sa volonté de collaborer avec la Russie de Vladimir Poutine, notamment sur le règlement du problème terroriste en Orient, a parallèlement tenu des propos hostiles à l'Iran – menaçant d'ailleurs de déchirer l'accord sur le nucléaire^[vi].

Or, la principale puissance régionale stabilisatrice est l'Iran ; pays allié de la Russie et de la Syrie qu'elle aide militairement à lutter contre les groupes terroristes. Il y a donc, dans la position de Trump vis-à-vis de l'Iran, une incohérence qui ne peut pas être seulement imputable à son manque d'expertise géopolitique ; d'autant plus que son agressivité et celle de son conseiller Michael Flynn (qui a été débarqué après avoir glissé sur une peau de banane des Services de renseignements qui cherchent à amputer le nouveau président de ses principaux piliers) reste jusque-là purement verbale. De toute évidence, ce n'est que pour complaire à Israël et éviter d'avoir le lobby sioniste sur le dos que Donald Trump s'est livré à une agressivité théâtrale contre l'Iran.

Il faut, pour comprendre l'anti-iranisme des administrations américaines successives se pencher sur le lobbying israélien aux Etats-Unis.

En effet, jusqu'en 1993, les Etats-Unis n'étaient pas partisans d'une politique agressive envers l'Iran. C'est principalement sous l'influence de l'Etat hébreu que les Américains ont pris ce tournant anti-iranien. Au début de l'année 1993, alors que Bill Clinton arrive au pouvoir, le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin et son ministre des Affaires étrangères Shimon Pérès commencent à défendre l'idée que l'Iran constitue une menace pour Israël et les Etats-Unis. A la mi-mars 1993, le *Washington Post* rapportait ceci :

« *Quelle que soit leur sensibilité politique, les responsables israéliens estiment qu'il est nécessaire de convaincre l'opinion et les dirigeants américains de l'urgence de mesures visant à contenir l'Iran, et que les Etats-Unis sont la seule puissance mondiale capable de prendre de telle mesure* »[\[vii\]](#).

Les États-Unis se plièrent aux exigences israéliennes en pratiquant une politique d'endiguement (contention) de l'Iran en cernant militairement le pays par des bases militaires, tout comme ils le font avec la Russie. Robert Pelletreau, qui était secrétaire d'État adjoint en charge du Proche-Orient, déclara que **cette politique d'endiguement militaire était pour l'essentiel la copie conforme d'une proposition israélienne**[\[viii\]](#).

Cette politique, une fois mise en place, fut très critiquée pour plusieurs raisons ; une d'entre elles est que ces exigences israéliennes poussaient les États-Unis à adopter une politique d'hostilité à l'encontre de deux pays déjà antagonistes : l'Iran et l'Irak, ce qui, d'un point de vue stratégique est contre-productif[\[ix\]](#), mais très utile à la stratégie israélienne sur le long terme. Au sein de l'appareil d'Etat américain, des voix s'élevèrent en conséquence en faveur d'un dialogue avec l'Iran[\[x\]](#).

Mais pour les israéliens, cette politique d'isolement n'était pas encore satisfaisante, il fallait aller plus loin, alors Israël et son lobby aux États-Unis, se sont attaqués aux lois permettant aux entreprises américaines de commercer avec l'Iran. L'analyste Tritta Parsi rapporte à ce sujet que « *à la demande du gouvernement israélien, l'AIPAC rédigea et fit circuler à Washington un mémorandum de 74 pages soutenant que l'Iran était une menace non seulement pour Israël, mais aussi pour les États-Unis et l'Occident tout entier* »[\[xi\]](#).

En avril 1995, l'AIPAC publia un rapport intitulé « *Pour un ensemble de sanctions contre l'Iran : un plan d'action* »[\[xii\]](#)

Dans la même année, la société pétrolière américaine Conoco qui était alors au bord de signer un accord avec l'Iran pour l'exploitation des gisements pétrolifères, s'est vue empêchée de conclure : le président Clinton avait mis son veto en personne à cet accord le 14 mars 1995 et prit un décret le lendemain même pour interdire aux entreprises américaines de participer à l'exploitation des réserves pétrolières iraniennes. Bill Clinton révéla plus tard ceci : « *Un des opposants les plus efficaces au contrat avec Conoco était Edgar Bronfman Sr.* », soit le très influent ancien dirigeant du Congrès juif mondial. L'AIPAC contribua aussi à torpiller l'accord[\[xiii\]](#).

Le fait suivant illustre assez bien le jeu subtil et pervers d'Israël, un jeu alambiqué assorti d'une authentique duplicité : bien que l'Entité sioniste ait tout fait pour que les États-Unis rompent tout rapport économique et commercial avec l'Iran, Israël ne s'est pas interdit de commercer avec son ennemi prétendument déclaré en achetant des produits iraniens via des intermédiaires[\[xiv\]](#).

Après avoir poussé les États-Unis à mener une politique de blocus et de sanctions économiques à l'encontre de l'Iran, les boutefeux sont passés à l'étape suivante : ils ont encouragé Washington à mener des frappes

contre les installations nucléaires iraniennes et même à livrer la guerre à Téhéran ; en parallèle ils défendaient l'idée d'un *changement de régime* en Iran.

Depuis le début des années 1990, Israël mène des campagnes anti-iraniennes aux États-Unis ; en 1990, les dirigeants israéliens désignaient l'Iran comme leur ennemi le plus redoutable car il aurait été capable de développer un armement nucléaire, ce qui par ailleurs, serait tout à fait légitime. Un Iran menacé à la fois par Israël qui est sur-nucléarisé et par la plus grande puissance militaire mondiale, peut légitimement développer un armement atomique afin de sanctuariser son territoire et éviter ainsi de subir le même sort que l'Irak.

Israël, qui a de toute évidence pour objectif de devenir un État impérial au Proche-Orient, ne peut tolérer qu'une puissance comme l'Iran dont l'influence est croissante dans la région, se dote d'un arsenal nucléaire. Du point de vu israélien, l'Iran doit, soit tomber sous les coups d'une coalition wahhabo-américano-sioniste (l'Arabie étant automatiquement partie prenante d'une telle coalition), soit se soumettre, d'où l'idée d'un changement de régime.

Nous l'avons dit, une confrontation directe avec l'Iran est loin de faire l'unanimité aux États-Unis ; la CIA, le Département d'Etat et l'armée, étaient partisans d'un dialogue avec l'Iran. Fin février 2007, le *Sunday Times* rapportait :

« *d'après des sources haut placées dans les cercles du renseignement et de l'armée, certains des membres les plus éminents de l'état-major américain sont prêts à présenter leur démission si la Maison-Blanche ordonne une attaque militaire contre l'Iran* »[\[xv\]](#)

Ephraïm Sneh, l'un des faucons israéliens, s'est exprimé à ce propos sans ambiguïté :

« *Nous étions contre le dialogue Irano-États-Unis parce que l'intérêt des États-Unis ne coïncidait pas avec le nôtre* »[\[xvi\]](#)

Les Iraniens, de leur côté, ont depuis le début des années 1990 tendu la main aux États-Unis et ont même proposé de travailler à l'élaboration d'un *modus vivendi* avec Israël[\[xvii\]](#). L'Iran, sous la présidence de Rafsandjani (de 1989 à 1997) et plus encore sous Khatami (de 1997 à 2005), a constamment cherché un compromis et la paix. L'Iran n'a durci le ton – sous la présidence d'Ahmadinejad (2005-2013) – qu'après de longues années de négociations infructueuses. La radicalisation des États-Unis, sous l'Administration Bush, précède l'arrivée à la présidence iranienne d'Ahmadinejad, qui n'est en quelque sorte que la réponse à la politique d'endiguement menée par les États-Unis sous influence israélienne.

Le guide suprême iranien, l'Ayatollah Khameneï, composant avec des forces contradictoires – d'un côté les Pasdaran (Gardiens de la Révolution), nationalistes (auxquels appartient Ahmadinejad) et de l'autre, une partie du clergé (qui compte les hommes les plus riches d'Iran et dont la préoccupation est leur intérêt personnel plutôt que celui de l'Iran) et les réformateurs (comme le pro-américain Moussavi, qui s'est présenté aux élections de 2009 face à Ahmadinejad), tournés vers l'Occident –, a su adapter la politique iranienne aux circonstances, en laissant accéder à la présidence des hommes dont les profils peuvent être parfois antagonistes (Ahmadinejad/Rohani).

Après le départ d'Ahmadinejad, l'on a vu arriver le diplomate Rohani à la présidence ; il a, dès son arrivée, entamé une politique de compromis calquée sur celle de Khatami et assez éloignée de celle d'Ahmadinejad. Ceci a permis la levée des sanctions économiques et de « *normaliser* » temporairement les relations entre l'Iran et les États-Unis.

J'annonçais en 2015 que cette normalisation des rapports serait temporaire et qu'elle se conclurait par l'annulation de l'accord nucléaire[\[xviii\]](#) ; et c'est ce que nous voyons avec Donald Trump qui annonçait durant sa campagne qu'il jetterait cet accord à la poubelle. Israël s'efforce de faire revenir les Américains sur l'accord nucléaire, tout en continuant à maintenir les États-Unis et l'Iran dans un état conflictuel permanent[\[xix\]](#).

Après l'arrivée de Bush au pouvoir (en particulier durant son deuxième mandat), la politique américaine, sous l'influence d'Israël, est devenue résolument agressive, au point que le Pentagone a envoyé des missions

de renseignement en territoire iranien et actualisé ses « *plans de mobilisation en vue d'une invasion de l'Iran* »[\[xx\]](#).

Bush déclara le 20 mars 2006 à Cleveland que « *La menace iranienne, c'est bien entendu leur objectif déclaré de détruire notre grand allié Israël... Nous aurons recours à la force militaire pour protéger notre allié* »[\[xxi\]](#)

Des déclarations associant « *guerre contre l'Iran* » et « *allié israélien* » (et non pas à la sécurité des Etats-Unis) à partir de là se multiplièrent ; ce qui signifiait clairement que l'Amérique irait en guerre contre un État ne le menaçant ni directement ni indirectement, simplement pour complaire à l'État hébreu. Cette maladresse a alarmé le lobby pro-israélien, car à travers les siècles, les rabbins messianistes et leurs continuateurs les messianistes athées, avançaient masqués, faisant exécuter leurs plans et atteindre leurs objectifs par des puissances tierces (ce que j'ai abondamment exposé dans mon ouvrage *Occident et Islam : Sources et genèse messianiques du sionisme*[\[xxii\]](#)). Au printemps 2006, le journal *Forward* publiait ceci :

« *Les dirigeants de la communauté juive ont instamment prié la Maison-Blanche d'éviter d'annoncer publiquement son désir de défendre Israël contre de possibles agressions iraniennes. Ce n'est pas que ces dirigeants soient opposés au recours à une intervention américaine pour protéger Israël, mais plutôt qu'ils ont peur que les déclarations publiques du président Bush ne créent l'impression que les États-Unis n'envisagent une action militaire contre l'Iran au seul profit d'Israël – ce qui pourrait amener l'opinion à attribuer aux Juifs américains la responsabilité des conséquences négatives d'une frappe américaine contre l'Iran* »[\[xxiii\]](#).

Il serait en effet éminemment fâcheux que l'opinion publique connaisse la vérité vraie...

En avril 2006, Malcolm Hoenlein, vice-président du lobby pro-israélien *La Conférence des présidents* expliquait que « *bien que nous apprécions beaucoup cette sollicitude, la question est de savoir s'il est vraiment opportun de lier la question iranienne à Israël* »[\[xxiv\]](#)

Car ce sont les États-Unis qui doivent porter toute la responsabilité du désordre en Orient comme en 1991, en 2003 et demain, peut-être, celle d'une éventuelle nouvelle Guerre mondiale.

La position actuelle de Donald Trump ressemble beaucoup à la stratégie préconisée par Henry Kissinger. En effet, comme je l'expliquais dans un article du 4 septembre 2015 (*La Russie, l'Europe et l'Orient*[\[xxv\]](#)), Kissinger tente depuis plusieurs années un rapprochement de la Russie et des Etats-Unis, en contrepartie d'un découplage de Moscou d'avec Téhéran. Le 11 mai 2014, sur CNN, Kissinger déclarait qu'il ne fallait pas isoler la Russie, parce « *qu'il est dans l'intérêt de tous qu'elle soit maintenue dans le système international* ».

En 2008, Kissinger, avait de la même façon publiquement tendu la main à la Russie... sur le dos de l'Iran qu'il désignait comme « *un danger pour le monde environnant* », c'est-à-dire pour Israël représentant la totalité du *monde environnant*. Kissinger s'est d'ailleurs entretenu avec Vladimir Poutine en 2009 et en janvier 2012, deux mois avant sa réélection à la présidence de Russie[\[xxvi\]](#).

Cette subtile stratégie sioniste vis-à-vis de la Russie échappait à l'époque aux analystes, mais comme nous le verrons plus bas, la nouvelle donne géopolitique fait apparaître clairement le jeu israélien et valide l'analyse que j'en faisais en 2015.

Le renforcement de l'alliance russo-iranienne

L'hiver terroriste dont a immédiatement accouché le Printemps arabe a été un révélateur de la nature et de la finalité de ces pseudo-révoltes pour la « liberté » et la « démocratie ».

La contagion terroriste et l'affaiblissement de l'Etat syrien sous la poussée daechienne a contraint la Russie à s'impliquer directement sur le terrain.

L'aggravation de la guerre contre le terrorisme et la pression occidentaliste contre la Russie a radicalisée la diplomatie de la Fédération de Russie vis-à-vis de l'Occident ; parallèlement, la nouvelle donne géopolitique

a renforcé l'alliance stratégique entre la Russie et l'Iran.

Ceci a fait échouer, comme je l'annonçais, la stratégie d'Henri Kissinger consistant à découpler la Russie et l'Iran en proposant aux Russes de les intégrer au système international. Poutine n'est pas tombé dans ce piège. Déjà en avril 2015 le président russe autorisait la livraison de missiles défensifs S-300 à l'Iran ; livraison que Dimitri Medvedev avait bloquée durant sa présidence (2008-2012). A cette livraison des S-300 à l'Iran, Israël a réagi en annonçant l'envoi d'armes en Ukraine afin d'alimenter le feu [xxvii] qui couve après les accords de cessez-le feu de Minsk II (12 février 2015) ; Vladimir Poutine avait alors mis en garde Israël contre les livraisons d'armes à Kiev.

Mon analyse de la stratégie sioniste que proposait Henri Kissinger vis-à-vis de la Russie a été confirmée il y a quelques jours par le grossier Benjamin Netanyahu le 5 mars 2017. Le Premier ministre israélien, qui s'apprêtait à se rendre à Moscou, a déclaré qu'il allait tenter de convaincre jeudi (9 mars) Vladimir Poutine d'empêcher une présence militaire iranienne permanente en Syrie :

« *L'Iran tente de s'établir de façon permanente en Syrie au travers d'une présence militaire terrestre et maritime et d'ouvrir progressivement un front sur le plateau du Golan* », et il ajouta « *Je ferai part au président Poutine de l'opposition ferme d'Israël à une telle possibilité. J'espère que nous parviendrons à trouver des arrangements pour éviter des frictions possibles entre nos forces, comme nous l'avons fait jusqu'à maintenant.* » [xxviii]

Si Vladimir Poutine a toujours ménagé Israël en raison de l'influence qu'exerce les pro-israéliens à la tête de l'Etat russe – Alexandre Douguine expliquait à ce propos, en septembre 2013, que « *la guerre fait rage autour de Vladimir Poutine. Il subit une forte pression des fonctionnaires libéraux, pro-américains et pro-israéliens, qui sont dans son entourage. Ils tentent de le convaincre de rester neutre (par rapport à la guerre en Syrie). Un homme, Vladimir Poutine, et une large majorité de la population russe qui le soutient sont d'un côté, et l'entourage de Poutine constitue une cinquième colonne de l'Occident. Cela signifie que Poutine est seul. Il a le peuple avec lui, mais pas l'élite politique. L'Occident active tous ses réseaux au sein de l'élite politique russe pour peser sur la décision de Poutine. C'est une guerre invisible qui se déroule actuellement.* [xxix] – », la situation proche-orientale et les menaces contre la Russie ainsi que l'exacerbation des tensions Est/Ouest, renforce sans doute, à l'intérieur de l'appareil d'Etat russe, Vladimir Poutine, les nationalistes et les eurasistes, face aux libéraux, aux occidentalistes et aux pro-israéliens.

De même qu'en Iran, les Gardiens de la Révolution (les Pasdaran) et plus largement les conservateurs – face à l'hostilité de Trump et sa volonté de déchirer l'accord nucléaire négocié et conclu par les libéraux pro-américains iraniens (représentés par le président Rohani) – voient leur position renforcée au sein de l'appareil d'Etat en Iran.

Il y a donc fort à parier que Netanyahu ne convaincra pas Poutine de s'opposer à la « présence » iranienne en Syrie, ce qui irait à l'encontre des intérêts même de la Russie et de la stabilisation de la Région qui dépend en bonne partie de l'Iran. Si Poutine doit ménager Israël, il n'en demeure pas moins que Netanyahu doit prendre toutes les précautions possibles pour ne pas provoquer *des frictions*, voire une opposition frontale entre la Russie et Israël, dont les intérêts et la politique, au Proche-Orient, sont diamétralement opposés ; ce que l'évolution de la situation en Syrie met clairement en évidence.

Le basculement définitif de la géopolitique mondiale, dont la Grande Syrie (le *Sham*) est le pivot et le révélateur, clarifiera de façon nette les alliances et les deux camps qui s'affrontent.

Par Youssef Hindi | 10 mars 2017

[i] Lire la retranscription complète du discours :

http://www.mid.ru/en/press_service/minister_speeches/-/asset_publisher/7OvQR5KJWVmR/content/id/26482

[ii] Edité en 2012, éditions Max Milo.

[iii] Voir : Youssef Hindi, *Occident et Islam : Sources et genèse messianiques du sionisme*, Sigest, 2015.

[iv] L'Administration américaine a soutenu les Frères musulmans durant les élections présidentielles

égyptiennes de 2012 et le président élu (destitué un an plus tard) Mohamed Morsi. Morsi a fait ses études et a vécu aux Etats-Unis, et détient par ailleurs la nationalité étasunienne. Il a notamment travaillé en tant qu'ingénieur à la NASA. Lire le très intéressant article sur les rapports qu'entretien le frère de Barak Obama, Malik Obama, avec les saoudiens et les Frères musulmans : <http://www.solidariteetprogres.org/actualites-001/freres-obama-protecteurs-terrorisme-islamique-saoudien-10481.html>

[v] Le portrait élogieux de Mechaal qu'a dressé le journal *Le Monde* après sa trahison, est tout à fait significatif : *Khaled Mechaal, chef du Hamas, homme aux multiples vies*, 07/12/2012.

[vi] Voir : Le Point, « Iran : l'accord sur le nucléaire menacé par Trump », 15/01/2017.

[vii] David Hoffman, « Israel Seeking to Convinces U.S. That West Is Threatened by Iran », *Washington Post*, 13 mars 1993.

[viii] Tritta Parsi, « Israeli-Iranian Relations », art. cit., p. 402. Cité par Walt et Mearsheimer, *Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, 2007, La Découverte, p. 315.

[ix] Voir : Walt et Mearsheimer, *op.cit.* p. 316.

[x] Zbigniew Brzezinski et Brent Scowcroft, *Differential Containment : American Policy Toward Iran and Iraq*, Report of an Independent Study Group on Gulf Stability and Security, Council on Foreign Relations, New York, 1997, p. 5-32 ; et Gary Sick, « Rethinking Dual Containment », *Survival*, 40, n° 1, printemps 1998. Voir : Walt et Mearsheimer *op.cit.* p. 316.

[xi] Trita Parsi, « Israeli-Iranian Relations », art. cit. p. 305. Cité par Walt et Mearsheimer, *Le Lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, p. 316.

[xii] AIPAC, « Comprehensive U.S. Sanctions against Iran : A Plan for Action », Washington, DC, 2 avril 1995.

[xiii] Walt et Mearsheimer, *op. cit.* p. 317.

[xiv] Tritta Parsi, « Israeli-Iranian Relations », art. cit., pp. 308, 311, 329-330. Voir : Walt et Mearsheimer, *op. cit.* p. 317.

[xv] Michael Smith et Sarah Baxter, « U.S. Generals Will Quits if Bush Orders Iran Attack », *Sunday Times*, Londres, 25 février 2007.

[xvi] Cité dans Trita Parsi, « Israeli-Iranian Relations », art. cit. p. 403. Voir : Walt et Mearsheimer *op.cit.* p. 320.

[xvii] Walt et Mearsheimer, *op.cit.* p. 314.

[xviii] Youssef Hindi, *Occident et Islam – Tome I : Sources et genèse messianiques du sionisme*, chap. IV : Géopolitique et stratégie du sionisme, 2015, Sigest.

[xix] Voir les déclarations du ministre des Affaires étrangères britanniques Philipp Hammond rapportées par le site d'information franco-israélien Aalyaexpress-News.com, *Grande-Bretagne : « Israël veut un état permanent de confrontation avec l'Iran »*, 16/07/2015.

[xx] Voir : Walt et Mearsheimer *op.cit.* p. 325.

[xxi] « President Discusses War on Terror and Operation Iraqi Freedom », Cleveland, Ohio, White House, Office of the Press Secretary, 20 mars 2006.

[xxii] Voir : Youssef Hindi, *Occident et Islam – Tome I : Sources et genèse messianiques du sionisme*, 2015, Sigest.

[xxiii] Ori Nir, « Groups to Bush ». Voir : Walt et Mearsheimer op.cit. p. 325.

[xxiv] Cité dans James D. Besser et Larry Cohler-Esses, « Iran-Israel Linkage by Bush Seen As Threat »

[xxv] <http://www.geopolintel.fr/article970.html>

[xxvi] Source : <http://fr.rian.ru/world/20120120/193093922.html>

[xxvii] Sputnik, Poutine met Israël en garde contre les livraisons d'armes à Kiev, 18 avril 2015.

[xxviii] Le Figaro, *Netanyahou veut convaincre Poutine de contrer l'axe Iran-Syrie*, 5 mars 2017.

[xxix] Voir l'interview d'Alexandre Douguine :

<http://manuelochsenreiter.com/blog/2013/9/6/what-will-russia-do>

Youssef Hindi

Youssef Hindi est écrivain et historien de l'eschatologie messianique. Il est l'auteur des ouvrages *Occident et Islam – Sources et genèse messianiques du sionisme. De l'Europe médiévale au Choc des civilisations* (Sigest 2015). *Et Mythes fondateurs du choc des civilisations* (Sigest 2016).